

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



85/64

Allocution du
très honorable Joe Clark
à l'occasion d'un déjeuner
offert en l'honneur du
secrétaire d'Etat,
M. George Shultz

CALGARY

Le 28 octobre 1985

Dans une allocution prononcée à Calgary le 28 octobre à l'occasion d'un déjeuner offert en l'honneur du secrétaire d'État américain, M. George Shultz, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a déclaré que le Canada et les États-Unis sont de "bons voisins" dont les échanges commerciaux ont excédé l'an dernier 150 milliards de dollars. Il a insisté sur le fait que le Canada "voulait entamer des pourparlers avec les États-Unis en vue de maintenir et d'élargir l'accès aux marchés pour nos deux pays. Un accord commercial avec les États-Unis pourrait entraîner des changements. Il représente un défi. Mais les Canadiens, et ceux de l'Ouest en particulier, n'ont jamais craint de relever les défis."

Monsieur le Secrétaire, Madame,

Je vous souhaite la bienvenue à Calgary. En tant qu'Albertain d'origine, je suis particulièrement heureux qu'à l'aube de cette deuxième année de réunions trimestrielles, nous ayons comme toile de fond les Rocheuses et les collines verdoyantes auprès desquelles j'ai grandi.

Bien que cela n'ait pas été prévu, nous célébrons aujourd'hui un anniversaire. Il y a cinq ans, en dépit de mes protestations répétées, le Programme énergétique national était adopté au Parlement. Je pense que vous en avez entendu parler. Cette mesure a été mal accueillie aux États-Unis. Au Canada, son impact a été désastreux. Mon collègue, Pat Carney, fêtera quant à elle cet anniversaire plus tard cette semaine en prenant de nouvelles dispositions pour mettre fin au concept du PEN et pour redonner à l'industrie énergétique canadienne sa vitalité.

Mais ce qu'il y a d'ironique dans les relations entre le Canada et les États-Unis, c'est que nous persistons quelquefois à maintenir des politiques stupides pour la simple raison qu'elles ne plaisent pas aux Américains. J'espère que cette époque est révolue. Certes, il y aura encore un certain nombre de politiques canadiennes qui vous déplairont, mais je suis convaincu que nous sommes maintenant assez mûrs en tant que nation pour fonder notre action sur l'intérêt du Canada, et non plus sur l'opinion des autres.

Le Canada et les États-Unis sont de bons voisins. Nous le sommes depuis plus d'un siècle et nous espérons pouvoir donner toujours le bon exemple en montrant au monde comment des peuples civilisés peuvent vivre ensemble. Mais tout comme dans la vie privée, l'amitié est une chose que l'on doit cultiver si l'on veut qu'elle dure; de même il doit s'exercer entre les nations un effort continu pour une meilleure compréhension mutuelle. C'est là le but de nos entretiens ici à Calgary aujourd'hui. C'est le Dr Johnson qui a dit que l'on doit toujours garder ses amitiés en état de marche. De nouveaux problèmes, de nouveaux modes de pensée surgissent constamment et il est d'une importance vitale que chacun se tienne au courant de l'évolution de l'autre. Il n'y a pas deux pays au monde qui aient autant en commun. Et c'est en mettant à l'épreuve notre amitié que nous définissons nos intérêts communs et que nous respectons nos différences.

En tant que nations indépendantes qui partagent le continent le plus riche du globe, nous avons été influencés par un héritage commun, par un dessein commun - la paix et la liberté. En tant que sociétés, nous attachons l'un et l'autre beaucoup de prix à la liberté. C'est là notre conviction profonde et aussi notre engagement envers les autres.

À d'autres occasions, nos politiques divergeront, mais nous sommes motivés par la même conception quant à la valeur de la personne humaine. Cela nous a amené à collaborer étroitement dans la lutte contre la faim, l'oppression et l'agression sous toutes ses formes. Nos peuples et nos gouvernements réagissent spontanément et généreusement à la famine, à la tragédie et au désespoir de nombreux pays. Au cours des deux guerres mondiales et en Corée, les Canadiens et les Américains ont combattu côte à côte. Aujourd'hui nous sommes d'étroits partenaires au sein de l'OTAN et du NORAD et notre gouvernement est fier de savoir que le Canada est le seul pays allié à avoir pris des mesures pour accroître son contingent armé de l'OTAN en Europe.

Je suis parfaitement conscient du fait que votre visite à Calgary survient au moment où se déroulent les nombreux travaux préparatoires au Sommet de Genève. Dans quelques jours, vous vous rendrez de nouveau à Moscou pour poursuivre les préparatifs de cette rencontre historique.

La façon dont vous avez fait participer vos alliés à un processus dont les conséquences nous touchent tous témoigne de votre sérieux et de votre sens des responsabilités. Vous devez savoir qu'au cours des prochaines semaines, l'appui entier du peuple canadien vous est acquis, ainsi qu'à votre Président, et que nos vœux de réussite vous accompagneront.

Le pouvoir s'affirme par la façon dont on l'exerce. Vous avez donné aux grandes puissances la possibilité de se rencontrer et vous faites preuve à cette occasion de détermination et de souplesse. Le Premier ministre du Canada ainsi que les autres dirigeants occidentaux que le Président a consultés, sont impressionnés par cette manière d'allier ouverture d'esprit et détermination. Nous ne participons pas directement aux négociations de Genève mais vous y représenterez nos intérêts et nous ferons notre part auprès des autres institutions qui oeuvrent au progrès de la paix et de la liberté.

Il y avait à Calgary un journal très connu appelé THE EYE OPENER qui était dirigé par un immigrant du nom de Bob Edwards. Il a écrit un jour que "les Canadiens veulent être amis avec les Américains, mais ne tiennent pas à être avalés tout rond"!

Cela se passait il y a soixante-dix ans; il reste toutefois chez les Canadiens une vive appréhension de se voir engloutir par la taille et la puissance mêmes des Américains. Notre gouvernement est d'avis que la société canadienne est aujourd'hui plus forte, plus unie, plus accomplie et plus confiante que jamais. Mais nous n'avons pas fini de bâtir notre nation, d'affirmer et d'élargir notre souveraineté et notre identité. Les problèmes qui se posent dans nos relations bilatérales sont perçus différemment selon que l'on est Canadien ou Américain. Ce qui est accessoire pour vous peut être essentiel pour nous; ce qui est divertissement chez vous peut être culture chez nous. Nous sommes profondément conscients du fait que l'économie et l'identité canadiennes doivent croître parallèlement.

La souveraineté dépend d'une économie forte. La prodigalité du passé a affaibli le Canada en tant qu'État et nation souveraine. Il faut plus d'argent maintenant pour payer l'intérêt de la dette nationale que pour faire fonctionner tous nos programmes sociaux. Notre déficit représente presque 7 % de notre PNB. Nous devons 190 milliards de dollars et il en coûte 25 milliards de dollars par an de nos revenus pour payer l'intérêt de cette dette.

Le gouvernement est déterminé à remettre de l'ordre dans nos finances. À cette fin, nous avons réduit nos dépenses et nous obtenons de meilleurs résultats avec les dollars dont nous avons la responsabilité. Mais le commerce demeure pour nous le meilleur moyen de rétablir notre santé économique, car le commerce signifie des emplois et des possibilités pour les Canadiens.

L'an dernier, les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis ont excédé 150 milliards de dollars. Il s'agit des plus importantes relations commerciales bilatérales au monde. Votre pays investit au Canada deux fois plus qu'au Japon et davantage que dans les dix nations de la Communauté européenne. Il en va de même pour les activités commerciales. À ce chapitre, le marché albertain

rivalise même avec celui de la Chine! Nos deux pays sont l'un pour l'autre le marché qui connaît la plus grande croissance: en 1984, les exportations canadiennes aux États-Unis ont augmenté de 28 %, tandis que les exportations américaines au Canada augmentaient de 26 %. Près de quatre millions d'emplois, deux millions dans chaque pays, dépendent de ces relations commerciales.

L'énergie, si importante pour les Albertains et les habitants de Calgary, est un élément vital parmi tous les intérêts que nous partageons. Le Canada est le plus grand fournisseur étranger de gaz naturel et d'électricité et la deuxième grande source d'hydrocarbures pour les États-Unis. Les pipelines et gazoducs franchissent la frontière en de nombreux points; des connexions de réseau électrique existent entre cinq provinces canadiennes et des États américains. Les aménagements hydro-électriques de la Voie maritime du Saint-Laurent et du fleuve Columbia sont un témoignage de notre collaboration dans la mise en valeur et l'exploitation de nos ressources communes.

C'est grâce à un esprit de coopération, et non d'affrontement, que nous sommes parvenus à établir ce genre de relation. En effet, le protectionnisme n'est pas la réponse aux malheurs économiques du monde. Les années 1930 ont prouvé une fois pour toutes que seul un commerce libre et juste est garant de la prospérité. Ce n'est qu'en travaillant par l'intermédiaire d'organes multilatéraux comme le GATT et en négociant les uns avec les autres dans le cadre des NCM que nous assurerons notre bien-être économique.

Les Albertains et les citoyens de Calgary, en particulier, se rendent compte de l'importance du commerce. La croissance du secteur pétrolier dépendait en grande partie de marchés fermes au Sud. La technologie qui permettait d'exploiter cette richesse minérale était en grande partie américaine. Des soudeurs et des ingénieurs américains sont venus ici, attirés par l'industrie pétrolière de la région. Un demi-siècle auparavant, les cowboys américains eux aussi passaient la frontière.

L'Alberta en est maintenant au stade où nous pouvons transmettre à notre tour les connaissances spécialisées que nous avons acquises dans des domaines comme la construction

de pipelines. L'exploitation de nos sables bitumineux et l'exploration menée dans la région de la mer de Beaufort et d'Hibernia constituent la nouvelle frontière dans la mise en valeur des ressources énergétiques. Les échanges de technologies et la diffusion du savoir-faire humain ont, dans une très large mesure, été épargnés par les tarifs douaniers ou autres barrières. Nous voulons qu'il continue d'en être ainsi.

Nous voulons assurément accroître notre commerce. Et pour atteindre ce but, nous nous tournons vers notre principal marché. Nous voulons engager des pourparlers avec les États-Unis pour maintenir et renforcer l'accès aux marchés pour nos deux pays. En tant que gouvernement, nous sommes prêts à prendre cette mesure parce qu'elle représente la meilleure chance pour les Canadiens qui veulent un emploi.

Un accord commercial avec les États-Unis entraînera des changements. Ce genre d'accord représente un défi. Mais les Canadiens et ceux de l'Ouest, en particulier, n'ont jamais craint de relever un défi.

Il y a un demi-siècle cette semaine, à un moment où les pires ravages de la Dépression brisaient l'économie canadienne, nos deux nations entreprenaient la longue remontée vers la santé économique en décidant de placer les relations commerciales des deux pays sur une base de compréhension mutuelle pour la première fois depuis la Confédération. Cette décision a été prise parce que les deux parties reconnaissaient, selon les mots de la déclaration conjointe du Président Roosevelt et du Premier ministre King, "qu'un accroissement des échanges aurait d'heureuses répercussions sur toutes les activités et que le commerce se traduit inévitablement par une croissance des emplois, de la consommation et des transports".

L'Accord commercial canado-américain de novembre 1935 a marqué le début de la reprise économique. Il comportait certains risques. Mais l'autre possibilité, à savoir le maintien du statu quo, aurait signifié un chômage persistant pour les peuples des deux nations. Les Canadiens et les Américains étaient disposés à courir le risque d'un nouvel accord, car ils y voyaient un meilleur avenir pour leurs enfants, c'est-à-dire nous; et nous devons à nos enfants de leur offrir la même possibilité.

Mesdames et Messieurs, je vous demanderai de lever votre verre avec moi en l'honneur du secrétaire et de Mme Shultz.